



L'ENTRETIEN DU CEVIPOF — NOVEMBRE 2006

*L'argent et nous*¹

Entretien avec Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherche CNRS au CEVIPOF.

A partir de 105 « histoires de vies »², anonymes et confidentielles, réunies au cours d'une enquête menée sur deux ans, Janine Mossuz-Lavau, dans son dernier ouvrage*, dresse un tableau du vécu de nos concitoyens par rapport à l'argent au début du XXI^e siècle. En partant de l'apprentissage de l'argent tel qu'il se fait pendant l'enfance, l'adolescence et la première jeunesse, elle retrace les parcours familiaux et le rôle de l'argent dans le couple, nous donne un éventail des comportements allant de la pauvreté à la richesse, sans oublier de s'attarder sur ces attitudes excessives que sont la « radinerie » et la prodigalité. Enfin, la quatrième partie de l'ouvrage s'attache au rapport entre l'argent et la politique, à travers les identités politiques et l'image de la corruption. L'argent « égale » plus que l'argent. Aussi cette enquête permet-elle de resituer nombre d'évolutions majeures de la société française dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Elle nous conduit, au-delà de l'organisation sociale et de ses inégalités, au système politique qui nous régit. Le discours sur l'argent est bien un révélateur du monde dans lequel nous vivons, un indicateur des progrès qui nous restent à réaliser.

L'ouvrage s'ouvre sur un florilège de 105 citations, chacune étant significative d'un des personnages rencontrés, du plus pauvre au plus riche. 105 phrases qui, en quelques minutes, livrent une photographie instantanée, de la société française et nous interpellent, tout particulièrement, sur ce que veut dire être pauvre aujourd'hui.

Quelle est l'origine de cette étude ?

Une double raison m'a conduite à mener cette enquête. Depuis longtemps, je m'intéresse aux citoyens ordinaires selon une approche sociologique qualitative. Je pense qu'en allant les interroger, en essayant d'entrer dans leur vie, on rencontre la réalité. Mon intérêt est d'explorer les dimensions de notre société à travers le rapport de ces gens ordinaires à des sujets plus ou moins tabous pour certains. Dans des travaux précédents, j'ai exploré la relation des Français à la politique³, puis à la sexualité^{4,3}. L'argent m'a paru être le troisième sujet dont on n'aime pas beaucoup parler, particulièrement en France^{5,4}, alors qu'il est présent à chaque instant de la vie. Et peut-être l'argent est-il encore plus tabou que la sexualité ? A travers le rapport à l'argent, il me semble que l'on peut identifier les vrais problèmes politiques, économiques et sociaux de notre société, comprendre comment elle fonctionne et ce qu'elle est véritablement. En tant que politologue, c'est

¹ *L'argent et nous*, Janine Mossuz-Lavau, éditions de La Martinière, Paris, janvier 2007.

² Échantillon significatif de 105 personnes. Hommes et femmes de tous milieux, tous âges, toutes régions et toutes orientations politiques. Chaque personne est qualifiée par son âge et sa situation professionnelle. La plus jeune a 18 ans, la plus âgée, 85 ans. Enquête réalisée de janvier 2004 à décembre 2005 avec la collaboration de Réjane Sénac-Slawinski, Oriane Calligaro et de Pierre Suc.

³ *Les Français et la politique. Enquête sur une crise*, Odile Jacob, 1994

⁴ *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité (1950-2002)*, Petite Bibliothèque Payot, 2002. *La vie sexuelle en France*, Editions de La Martinière, 2002. Réédité en Points-Seuil en 2005.

⁵ Le sujet est plus tabou en France qu'aux Etats-Unis. par exemple. Voir Michèle Lamont, *La morale et l'argent. Les valeurs des cadres en France et aux Etats-Unis*, Paris, Métailié, 1995.

une façon d'expliquer et de découvrir les raisons d'un certain nombre de comportements. La structure économique d'un pays se lit au travers des revenus, du patrimoine et des espérances de chacun. L'argent est certainement le vecteur le plus déterminant de l'assignation de l'individu dans la société. Sa place sociale et le degré de contraintes qu'il peut subir, au quotidien, dépendent pour une large part de ses revenus, tout autant, sinon plus, que de son capital culturel. Il n'est pas indifférent d'être pauvre ou riche.

Vous nous donnez à lire, selon votre jolie expression, des « Histoires de vies ».

Effectivement, j'ai choisi cet angle de l'« histoire de vie ». La question qui m'intéresse est celle du ressenti quotidien, des souvenirs engrangés pendant toute une vie, c'est-à-dire, en définitive, celle du vécu de nos concitoyens. Comment l'approcher ? Les travaux quantitatifs sont indispensables. Mais, ils ne donnent qu'un rendu à un instant précis. Il y a un moment où il faut aller plus loin, c'est ce que permet une enquête qualitative qui nous procure une plus grande marge de liberté et d'approfondissement. Elle offre la possibilité aux personnes rencontrées de s'exprimer longuement, de dépasser le stade de réponses superficielles ou évasives et d'atteindre des zones plus secrètes qui auraient pu être dissimulées lors d'une approche purement quantitative. En conduisant ces entretiens, j'ai amené mes interlocuteurs à rechercher le plus loin possible, dans leur enfance, les premiers souvenirs illustrant leur rapport à l'argent. Progressivement, en se souvenant de leurs très jeunes années, ils remontent tout le cours de leur vie jusqu'au jour de l'entretien. Peu à peu, les défenses des uns et des autres tombent. Ils arrivent à évoquer des faits très personnels, qu'ils n'avaient parfois jamais racontés, certains d'entre eux les ayant marqués, blessés, voir humiliés. Et, pour une fois qu'ils ont l'occasion de parler de leurs problèmes face à l'argent, ils disent des flots de choses et satisfont un besoin inassouvi, tant chez les pauvres que chez les riches. Ces entretiens ne peuvent être menés que grâce à l'établissement d'une relation de confiance avec une personne qu'ils ne reverront probablement jamais.

Ce qui ressort en premier de ce travail, c'est le facteur déterminant de l'enfance et de l'éducation. Selon votre formule « la découverte de l'argent a incontestablement le goût du sucré ».

En effet, ce qui est frappant, c'est la précocité de la socialisation des enfants à l'argent. Les enfants sont en contact de représentations, de normes et de valeurs véhiculées par les parents. On « apprend » très tôt l'argent en famille. Dès la petite enfance, par le désir d'acheter des bonbons ou un pain au chocolat à la sortie de l'école. Il y a ceux qui ont les quelques pièces pour satisfaire leur envie, d'autres pas. Pour avoir ce sucré dans la bouche il faut avoir ces pièces, les donner à quelqu'un en échange de ce plaisir, mais auparavant, il faut qu'on vous les offre. Ce qui n'est pas toujours le cas, soit en raison de l'absence d'argent dans la famille, soit à cause des attitudes des parents qui estiment néfaste de donner de l'argent de poche, même s'ils ont des revenus confortables. Pour les enfants pour lesquels il n'y a pas d'argent à la maison, c'est le début d'une prise de conscience des inégalités qui se poursuit en grandissant par la possibilité ou non d'être, selon l'un d'eux, « une fois comme les autres ». Pour pallier cette souffrance due à ce qui est ressenti comme une injustice, les moyens très fréquemment utilisés sont le chapardage de quelques pièces dans le porte-monnaie des parents ou de la monnaie du pain ou de petites courses. Face à ces larcins, certains parents réagissent avec une grande sévérité. Au ressenti des premières discriminations, s'ajoute celui des premières violences. Le temps dit de l'innocence est aussi celui de la découverte de la lutte des classes quand on se rend compte qu'on n'a pas accès à ce dont disposent d'autres enfants.

Ce ressenti des inégalités face à l'argent ne se renforce t-il pas chez les jeunes d'aujourd'hui, c'est-à-dire, selon vos critères, les 16-25 ans, par rapport aux jeunes d'hier ?

Les besoins des jeunes d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux des jeunes d'hier. Il existe un vrai clivage générationnel. On est passé de l'intérieur à l'extérieur de la famille aussi bien pour l'approvisionnement que pour les distractions. Le contexte du début du XXIe siècle est celui d'une société consumériste où les sollicitations sont omniprésentes et sans cesse renouvelées. Ces 16-25 ans sont nés dedans. De plus, l'importance de la

présentation de soi est omniprésente chez les filles comme chez les garçons. Un objet emblématique pour cette tranche d'âge mais aussi chez les plus jeunes adolescents, c'est la paire de baskets. Il faut, à tout prix, avoir la paire de marque et non celle du « fauché » achetée dans une grande surface. Mais il faut aussi avoir un téléphone mobile qui fait partie des dépenses incompressibles, selon eux, comme le logement, la nourriture et les factures d'électricité. Leur conception de l'existence les conduit à « être dans le monde », sortir, pouvoir se déplacer. Pour les plus pauvres, ceux qui vivent la « galère du chômage » ou qui ont des emplois peu qualifiés, payés au SMIC ou encore moins, il faut se débrouiller pour satisfaire ces envies, « être comme les autres », du moins de temps en temps. Quelques-uns bénéficient d'aides familiales. Pour les autres, cela passe par des petits boulots à l'année ou l'été, par le travail au « noir ». Mais aussi, chez un nombre non négligeable d'entre eux, par la « bricole », ou « le business » : ce qui veut dire le vol dans les grandes surfaces (mais pas chez le petit commerçant de quartier, plus proche car il existe une éthique du jeune voleur) ou le deal de shit. A travers ce rapport à l'argent, nous pouvons identifier certaines évolutions de notre société depuis le milieu du XXe siècle comme système de relations à la consommation et voir que désormais, « avoir de l'argent » est une obligation.

Parmi les différents comportements décrits, l'un reste marquant, c'est celui issu de la culture paysanne ?

Oui, surtout chez les personnes les plus âgées. Même si les paysans ne représentent plus que 3,5 % de la population active française, l'influence de l'éducation par rapport à l'argent dans le monde rural reste très prégnante chez nombre de gens dont les racines paysannes sont encore très vivaces, à deux ou trois générations près. Elle est plus déterminante et plus ancrée que chez d'autres catégories socioprofessionnelles. C'est la culture du « faire gaffe ». On doit toujours faire attention, l'austérité est de mise, on doit dépenser le moins possible avec l'idée qu'une bonne année peut être suivie d'une mauvaise. On doit vivre dans une économie d'autosuffisance. Sortis de leur milieu d'origine, les individus conservent en grande partie ces attitudes vis-à-vis de l'argent. Il s'agit là d'une vraie culture familiale où la reproduction est le mode le plus fréquent. A cet égard, cette enquête s'inscrit dans la lignée d'un certain nombre de travaux sur la socialisation politique.

Vous distinguez trois catégories de revenus, répartissant pauvres, moyens et riches. Mais ce qui me semble être un autre aspect très intéressant de ce travail, c'est votre approche de la pauvreté.

J'ai établi trois catégories à propos desquelles, je serai certainement contestée, celles-ci ne recoupant pas exactement les classifications officielles. Selon moi, les pauvres sont ceux dont le revenu mensuel net est égal ou inférieur à 1 300 euros ; les « moyens » perçoivent entre 1 300 et 3 000 euros ; enfin les riches gagnent plus de 3 000 euros. Qu'est-ce qu'être pauvre ? C'est tout simplement ne pas pouvoir faire face au moindre imprévu. Qui sont-ils ? Des jeunes, bien sûr, des moins jeunes ayant des emplois peu qualifiés, mais aussi des retraités, qui ont basculé dans la catégorie des pauvres au moment de leur cessation d'activité. Près de la moitié de la France est pauvre. Délibérément, je n'ai pas voulu interroger les personnes les plus pauvres, les SDF par exemple, dont l'extrême misère nous saute aux yeux chaque jour. Beaucoup d'études ont été faites sur cette catégorie de population. Ce que j'ai voulu approcher est ce que l'on désigne comme la « pauvreté invisible », celle qui touche des gens que vous croisez dans la rue, sans imaginer le degré de difficultés qu'ils peuvent rencontrer, qui ont souvent un emploi mais qui ne peuvent pas vivre avec leur salaire et qui ne sont pas reconnus comme pauvres. Alors que ce sont des « travailleurs pauvres ». Ce qui est le plus intéressant est ce que l'on ne sait pas, ce que l'on ne voit pas.

Si vous le voulez bien, attardons-nous sur ces gens qui vivent dans la pauvreté. Comment fait-on quand on est pauvre ? Comment s'en sort-on ?

On ne meurt pas de faim, mais on a faim. On se loge difficilement dans des logements souvent indigents, on pratique la colocation. On rogne sur tout. On ne se prive pas seulement de vêtements ou de sorties mais aussi de nourriture. On s'en sort un peu mieux si l'on peut bénéficier de l'aide de la famille, surtout au début de sa vie d'adulte.

Mais aussi, comme nous l'avons évoqué plus haut, pour les jeunes, en faisant appel à des à-côtés comme le travail au noir. Ou encore en ayant recours au crédit revolving avec le risque quasi inéluctable du surendettement et de l'interdiction bancaire. Enfin, pour certains en pratiquant différentes activités illégales déjà mentionnées. Je considère qu'une société qui laisse une grande partie de sa population vivre avec moins de 1 300 euros par mois, pousse à l'illégalité, à des comportements que l'on jugera après répréhensibles et qui seront condamnés. Mais on l'a constaté, il n'est pas possible de subsister décemment avec les seuls minima sociaux et même avec les allocations chômage ou les petits salaires. Nous vivons dans l'un des pays les plus riches du monde où il y a beaucoup trop de pauvres ! Cette pauvreté est un enjeu politique considérable dont on ne sait, en cette période préélectorale, comment les différents partis politiques le prendront en compte. Contrairement à ce que l'on peut entendre parfois, nous sommes dans un système très inégalitaire. Toute limite à l'Etat-providence⁶, qui est déjà moins apte qu'auparavant à protéger les individus les plus démunis contre les aléas de la vie, ne fera qu'accentuer les inégalités et le nombre de pauvres, ceux qui mènent des « vies de rien » et qui aspirent à « être comme les autres ». La pauvreté est un problème central de notre pays, même si elle n'est pas comparable à la misère noire que connaissent d'autres régions du monde⁷. Certains s'en sortent, réussissent à attraper l'ascenseur social mais toujours à un prix fort. Parmi eux, « ceux qui en veulent » ont souvent subi, enfants, des humiliations qui les ont marqués pour la vie quand ils ont vu leurs parents obligés d'aller aux « Restos du cœur » ou être interdits bancaires. Ils réagissent à ce que l'un d'entre eux appelle « la culture de la gagne » afin de ne « plus jamais connaître ça », ne plus être du « mauvais côté de la barrière »

Qu'est ce qui différencie principalement les pauvres des « moyens » ?

Les « moyens » jouissent d'une plus grande liberté au quotidien dans l'organisation de leur vie. L'argent n'est plus une obsession de tous les instants. Le point de différenciation pour les « moyens » est l'accès à la propriété⁸ même si c'est souvent au prix souvent d'énormes sacrifices. Mais c'est la seule garantie contre tous les pépins éventuels à venir. La possibilité d'acquérir un logement est le dénominateur commun à ce vaste ensemble que l'on désigne comme les classes moyennes.

L'argent a-t-il un sexe ?

Ce n'est pas un réel clivage. La différence, du côté des femmes, est plutôt d'ordre générationnel. Parmi les générations les plus anciennes, on avait un compte commun, ce qui était à l'un était à l'autre. Et, elles étaient souvent au foyer. N'oublions pas qu'avant 1966, les femmes n'avaient pas le droit d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur conjoint. Aujourd'hui, dans un couple, la règle la plus courante, est d'avoir deux comptes séparés et un compte commun. Quand les femmes travaillent, elles décident de ce qu'elles font de leur argent. Dans la jeune génération, quand elles cessent de travailler, elles gardent leur compte où sont versées les allocations familiales et elles en disposent à leur gré. Une autre petite différence à signaler, est que l'on trouve, apparemment, plus de « prodigues » et de dépensières chez les femmes, celles-ci étant plus soucieuses d'améliorer la représentation de soi. Une remarque, cependant, le rapport à l'argent joue un rôle important dans la durée ou non d'un couple.

Autre point essentiel, cette enquête a permis d'avancer dans le maquis des relations entre l'argent et la politique.

Oui, et c'est novateur. J'ai voulu confronter l'identité politique des personnes interrogées à leur discours sur l'argent. Même si aujourd'hui, le clivage partisan s'est atténué, nombre d'entre elles se sont situées clairement à droite ou à gauche. An résumant, l'on peut dire qu'à droite, on n'hésite pas à dire qu'on aime l'argent, à s'élever contre

⁶ Voir à ce sujet, Bruno Palier, *Gouverner la sécurité sociale*, Paris, PUF, 2005

⁷ Voir à ce sujet, les propositions de François Rachline dans son ouvrage récent, *D'où vient l'argent ?*, Paris, Panama, 2006.

⁸ Jacques Capdevielle, *Le Fétichisme du patrimoine*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

l'assistanat et à remettre en cause l'Etat-providence. En revanche, on valorise « la culture de la gagne » et l'enrichissement et on refuse de partager avec ceux qui « ne bougent pas ». A gauche, on met en avant la distinction entre les familles politiques - « la droite, ce sont les gens riches » - on s'élève contre le culte de l'argent, on souhaite en avoir suffisamment pour ne pas y penser. On met en avant « le social » et la redistribution vers ceux qui n'en n'ont pas assez.

L'autre volet du thème « argent et politique » concerne la perception qu'ont les individus de la corruption.

Dans un contexte de crise de la représentation politique et dans une période de plus en plus troublée par les « affaires » et la corruption, il était intéressant de connaître les attitudes adoptées par ces personnes face à la question de la probité publique⁹. Si l'on s'était limité à un sondage, la réaction dominante aurait été « la corruption, ce n'est pas bien ». Quand on a la possibilité d'approfondir le dialogue, toutes sortes d'attitudes apparaissent allant jusqu'à celles qui en arrivent à excuser, voir justifier ces pratiques. Quatre types de réactions ont émergé. Celle que j'appelle « la double peine » où l'on souhaite que les « corrompus de gauche » soient plus gravement punis que ceux de droite qui « par tradition sont dans la culture du profit ». Celle de la « tolérance zéro » où la corruption est jugée inadmissible. Ces deux catégories ne rassemblent qu'une minorité de l'échantillon.

La plus grosse catégorie est celle de « réprobation compréhensive » ou « tolérance moyenne » où les personnes considèrent que cela a toujours existé, que cela les dépasse et ne les touche pas dans leur vie quotidienne et disent d'ailleurs « je ne peux rien faire contre » ! Vient enfin la « tolérance à 99% ». Elle consiste soit à nier le phénomène, soit à exprimer une totale indifférence. Mais ce qui est plus grave, c'est que ces personnes considèrent que nos représentants politiques appartiennent à une élite, qu'ils sont des gens supérieurs aux autres, qu'ils ont besoin d'argent pour mener leur action et qu'ils peuvent bénéficier de passe-droits et de traitements de faveur. Apparaît donc une vision hiérarchique de la société où est acceptée l'idée qu'il y aurait des citoyens plus égaux que d'autres ! L'égalité de tous les citoyens est l'un des fondements de notre démocratie. Cette rupture du pacte démocratique par certains Français, est l'un des points saisissants et inquiétants de cette enquête.

Propos recueillis par Elisabeth Kosellek

CEVIPOF

98, rue de l'Université — 75007 Paris, France

Courriel : info.cevipof@sciences-po.fr — Tél. : 33 (0)1 45 49 51 05 — Fax : 33(0)1 42 22 07 64

⁹ Dans le cadre de son projet majeur (2003-2007), le CEVIPOF conduit un programme de recherche dirigé par Pierre Lascoumes, sur « Représentations et politiques de probité publique ». Ce programme d'enquêtes coordonnées, transversale à toute l'équipe de recherche du laboratoire, a fait l'objet de deux premières restitutions dans le cadre des « Journées d'études du CEVIPOF », les 18 et 19 octobre et le 23 novembre 2006.